

**DÉCARBONATION**

## Une transition énergétique trop dépendante des subventions publiques

L'échec du marché du carbone pour inciter les entreprises à s'engager dans une économie à faibles émissions de carbone impose de trouver d'autres voies. Le Conseil français de l'énergie (CFE) a réuni des experts pour identifier ces pistes.

**La transition énergétique nécessite des financements importants que le secteur public ne peut pas assurer.** Face à l'inefficacité du marché du carbone, il convient de trouver d'autres sources de financement de la transition énergétique. Le Conseil français de l'énergie (CFE) s'est penché sur la question lors d'un séminaire organisé le 13 janvier. Il ressort des échanges une trop forte contrainte de rentabilité à court terme, l'obstacle majeur dans la modernisation des équipements et des infrastructures, sans oublier les faibles taux de rendement des nouvelles énergies. Actuellement, les modes de financement viennent des prêts, avec un rôle important des banques publiques et de développement, ainsi que des autres programmes publics de financement.

**« En Europe, nous sommes prisonniers d'un paradoxe : on essaie de créer un cadre pour le marché mais, dans les faits, les infrastructures sont financées par le secteur public »**, observe Fabien Rocques, professeur à l'université Paris Dauphine et consultant pour FTI-CL. Il estime les besoins de financement du secteur électrique dans le monde sur la période 2014-2035 à 16 400 milliards de dollars, dont « *seulement 1 000 milliards de dollars sont liés à des investissements dans un cadre de marché concurrentiel* ». Ainsi, ces dix dernières années, 80 % des investissements dans le secteur électrique ont été dirigés vers les énergies renouvelables soutenues par des subventions. L'importance du financement public permet de subvenir aux besoins d'investissements considérables des énergies renouvelables, néanmoins, cela crée une incertitude sur la pérennité de ces activités.

⇒ Suite de l'article : <http://www.enerpresse.com/>